



ARRÊTÉ DU MAIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RUE DU PRESIDENT KENNEDY

VILLE DE
HOUILLES

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 25/177

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,

Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,

Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,

Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 6/05/2025, de la société GRIZEL, ZAC du Mont de Magny -10 rue de la Haute Borne - 27140 Gisors pour y stationner des cars dans le cadre du pèlerinage de l'Ascension.

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement afin d'assurer la sécurité publique pendant l'occupation de la voirie, rue du Président Kennedy.

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le **jeudi 29 mai 2025 de 7h30 à 9h00 et de 17h00 à 20h00**, la société de GRISEL est autorisée à neutraliser le stationnement pour y stationner 3 cars dans le cadre du pèlerinage pour l'ascension dans la voie suivante :

- Parking de la piscine Municipale, 40 rue du Président Kennedy

Article 2 : Le **stationnement sera interdit et considéré comme gênant** selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit et vis-à-vis de l'intervention citée en article 1.**

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou un implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 6 : Madame la Directrice du cadre de vie, M. le Directeur General des services M. le Chef de service, de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 21 mai 2025

Le Maire,
Conseiller départementale des Yvelines

Julien CHAMBON